

ON L'AVAIT BIEN DIT !

Seule la CGT s'est opposée en CTL à la position dogmatique de la DRFIP44 de refuser des « enveloppes de convivialité » de 30 € par agent·e dans le cadre du solde du Fonds d'Amélioration des Conditions de Vie au Travail (Facvt).

Maintenant que les commandes de cadres et autres objets commencent à être livrées, c'est encore pire que ce que l'on pensait.

Les fameux cadres photos doivent être fixés au mur alors que dans certains locaux il est interdit de faire des trous en raison de l'amiante. Il existe paraît-il des moyens d'accroche.

Et tout arrive à Cambronne, parfois sans bon de livraison, charge aux collègues de la BILI d'assurer la réception et la distribution ! Il n'est pas venu à l'esprit de nos décideurs que leur décision emportait des conséquences assez lourdes pour la logistique.

La Direction est désormais confrontée au refus de Jardiland de prendre la commande au vu des grandes quantités sur des prix inférieurs à 10€ et au refus de livraison des centaines de plantes par les autres sites marchands comme Truffaut.

La Cgt propose donc la constitution d'une Task Force composée des petits bras musclés de notre directrice Véronique PY et de ses plus proches adjoints. Et après un peu de manutention, ils pourront gérer le stockage et la distribution.

Le choix retenu par la Drfip 44 ne va donc pas grandement améliorer les conditions de travail des collègues mais a déjà bien pourri celles de la BILI.

Finalement, la Direction n'est pas loin de penser que l'attribution d'un budget de convivialité par service, souhaitée par de nombreux agents et soutenue fermement par la CGT, n'était pas une mauvaise idée.

MÊME LE FMI LE DIT

La CGT réclame l'indexation des salaires sur l'inflation. Il est indispensable que les salaires soient indexés sur les prix et le coût de la vie.

Certains s'évertuent cependant à dénoncer le cercle vicieux d'une supposée « boucle prix-salaires » qui entraînerait une hausse des coûts de production, répercutée par les entreprises sur leurs prix pour conserver leurs marges, ce qui, in fine, alimenterait l'inflation. Et le phénomène s'auto-entretiendrait. En résumé, les salariés·es seraient les responsables de l'inflation !

Or, une étude toute récente du FMI montre qu'il est quasiment impossible d'identifier un effet d'entraînement durable des rémunérations sur l'inflation.

Bref, il n'y a aucun argument économique pour s'opposer à une augmentation significative de l'ensemble des

salaires. Les nombreuses luttes et grèves dans les entreprises depuis plus d'un an pour des augmentations générales des salaires et la reconnaissance du travail et des qualifications le confirment. Il y a urgence.



NE PAS S'MRV

La DRFIP 44 organisait le 24 novembre un séminaire départemental du Contrôle Fiscal auquel participaient tous les services en lien avec le contrôle. En guest star, nous avons Gilles Clabecq, chef de bureau SJCF 1 D, autrefois nommé MRV. En clair, pour les non initiés, il s'agit du principal responsable du Data Mining (DM). Ce nouvel outil devait valoriser les données de la Dgfp afin d'établir des listes mieux ciblées pour le contrôle. Dans une tonalité générale de satisfecit, Gillou s'est notamment félicité d'avoir dépassé les 50 % de programmation par data mining. Mais comme lui a fait remarquer une collègue, il n'y a pas de quoi s'en glorifier puisque l'on nous oblige à programmer à partir des listes DM ! Cela ressort plus de la vente forcée.

Le monsieur a avoué à demi-mot qu'il y avait un problème de qualité et qu'ils allaient dorénavant s'attacher au côté qualitatif ! Il a aussi glissé qu'il y avait pu y avoir des problèmes de qualité des listes en raison d'une montée en charge trop rapide. Doux euphémismes quand les services de programmation et de vérification constatent tous les mois le bilan calamiteux de la programmation DM. M. Clabecq a osé affirmer qu'il n'avait pas de données chiffrées pour en juger. Une farce tant on sait que notre administration scrute de près les chiffres et statistiques.

La seule avancée pour Bercy dans ce dossier, c'est d'avoir supprimé des dizaines d'emplois dans les PCE. Avec ce dossier géré en mode start up, on a l'impression que la Dgfp s'est volontairement faite abuser par des promesses technophiles.

Il est encore temps de revenir à la réalité.